

# LA SURVIVANCE DE MICHELET

## HISTORIOGRAPHIE ET POLITIQUE EN FRANCE DEPUIS 1870

### ACADEMISCH PROEFSCHRIFT

ter verkrijging van de graad van doctor  
aan de Universiteit van Amsterdam  
op gezag van de Rector Magnificus  
prof. dr. ir. K.I.J. Maex

ten overstaan van een door het College voor Promoties ingestelde commissie,  
in het openbaar te verdedigen in de Aula der Universiteit  
op vrijdag 23 december 2016, te 11.00 uur

door

Camille Maria Helena Gerarda Creijghton

geboren te Nijmegen

# Résumé

## La survivance de Michelet. Historiographe et politique en France depuis 1870

Le 13 juillet 1898, le Panthéon à Paris est le décor de la commémoration nationale du centenaire de la naissance de l'historien Jules Michelet (1798-1874). Une semaine et demie plus tard suit la partie publique de la commémoration : un cortège historique et un spectacle musical grandiose. Ce centenaire marque l'apogée du statut de Michelet en tant qu'historien national canonique. Plus d'un siècle plus tard, Michelet fait encore partie de la mémoire collective en France. Une nouvelle édition intégrale en format de poche de son *Histoire de France* en dix-sept tomes paraît encore en 2008 et des hommes politiques de presque toutes les tendances font occasionnellement référence à l'écrivain dans leurs discours. Pour les historiens, il reste un classique, même si son œuvre ne peut plus servir de modèle. Cette thèse est une recherche de la canonisation de Michelet dans la mémoire collective française. Par cela, elle permet aussi une compréhension du rôle que joue l'histoire nationale depuis le XIX<sup>e</sup> siècle dans la culture politique française et de la dynamique entre l'histoire professionnelle et les usages politiques de l'histoire.

Comment un historien du XIX<sup>e</sup> siècle a-t-il eu une position si importante dans la mémoire collective qu'il continue à influencer les représentations de l'histoire nationale ? Pourquoi, de quelles façons et avec quels objectifs, divers groupes et personnages se sont appropriés l'œuvre de Michelet ? Quelles ont été les péripéties de son « héritage symbolique ou intellectuel » ? Dans cette thèse, la postérité de Michelet est recherchée dans l'historiographie et la culture politique française, avec une attention particulière pour les moments où s'entrelacent ces deux domaines. Le premier chapitre, préliminaire, porte sur Michelet lui-même et traite de sa vie et de son œuvre en vue de découvrir l'image qu'il donnait de lui et le souvenir qu'il laissait à ses héritiers intellectuels. Le point de départ de l'enquête proprement dite est les années 1870, quand Michelet meurt,

la Troisième République s'instaure et l'étude de l'histoire se développe en une discipline académique. Elle se poursuit jusqu'aux années 1970 environ, quand la réception de Michelet devient progressivement une affaire de littéraires professionnels et perd en grande partie sa portée politique.

Lors de cette recherche, on a admis que la canonicité d'un auteur est quelque chose de dynamique qu'on ne peut expliquer de façon concluante par des qualités inhérentes à l'auteur ou à son œuvre. Canonicité consiste en l'emploi créatif et l'appropriation d'une œuvre dans des contextes divers. Pour cela, outre la « monumentalité » de cette œuvre, aussi les possibilités qu'elle offre pour des interprétations et des appropriations différentes sont une condition. L'œuvre vaste et variée de Michelet possède une telle flexibilité ou « malléabilité » qu'elle a permis des appropriations par des politiques et des idéologues de différentes tendances républicaines, des « opportunistes » modérés et « radicaux » plus à gauche, allant jusqu'au nationaliste de droite Maurice Barrès et le socialiste Jean Jaurès. Dans cette thèse, ces différentes appropriations sont inventoriées, ainsi que les différentes interprétations et sélections dans l'œuvre de Michelet qui y correspondent. Ainsi les limites de la malléabilité de l'œuvre michelétienne deviennent perceptibles : pour des royalistes et des socialistes internationalistes, l'historien républicain et national ne s'avère pas utile et ils expriment leurs critiques contre le régime politique souvent sous la forme d'une attaque des principes politiques et historiographiques de Michelet.

Au cours de cette recherche, on a identifié plusieurs « gardiens de la mémoire » de Michelet ; des personnes qui se sont engagées à cultiver et à entretenir la mémoire collective à Michelet, ce qui est nécessaire pour sa conservation. Il s'agit des personnages qui se sont occupés des éditions de son œuvre, qui ont organisé des commémorations en son honneur et qui ont fait du lobbying pour qu'on admette Michelet dans les programmes scolaires. La première et la principale de ces « gardiens » est sa veuve Athénaïs Michelet qui, pendant les vingt-cinq ans suivant la mort de Michelet, entreprend de nombreuses nouvelles éditions et vulgarisations de son œuvre et la porte inlassablement à l'attention de politiques et administrateurs. Pour ce rôle elle est par la suite beaucoup vilipendée comme « veuve abusive ». Cette recherche montre que son rôle a par contre été crucial pour la canonisation publique de Michelet.

Dans cette recherche, trois spécialismes ou perspectives historiques sont liés : l'historiographie ; l'étude de la mémoire collective ou culturelle et de la formation des identités collectives ; l'histoire du politique et de la culture politique. Initialement, les deux premières approches sont appliquées de façon indépendante l'une de l'autre, mais au fil du temps, la réception historiographique et politique de Michelet s'entrelacent tant qu'elles seront étudiées ensemble. La troisième approche concerne la façon dont les gens organisent politiquement leur société et lui donnent symboliquement et idéologiquement un sens. En

liant les deux autres perspectives, elle forme l'arrière-plan de la thèse entière et permet d'expliquer la double canonisation de Michelet dans la discipline historique et le domaine public. En France, la culture politique est inséparable de la réflexion sur l'histoire nationale, si bien que des conflits politiques y prennent souvent l'aspect de conflits historiographiques. Plus qu'ailleurs, l'histoire y est présente dans l'espace public et l'étude professionnelle de l'histoire y a une vocation sociétale expresse, malgré son aspiration à la neutralité et l'objectivité scientifique. C'est pourquoi le régime de la Troisième République a voué un grand intérêt à la canonisation d'un historien national, tandis que des historiens contribuent de façon active à cette canonisation publique sans y voir une contradiction avec leur idéal d'impartialité.

L'historiographie, ou l'histoire de l'histoire, est une forme particulière de l'histoire des sciences comprises au sens large, dans laquelle la naissance de la discipline professionnelle et académique de l'histoire est étudiée. L'histoire du métier historique est étudiée ici par le prisme de la réception de Michelet par les historiens après lui. Dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, et surtout à partir des années 1870, l'histoire en France devient une discipline académique, avec ses propres méthodes et revues scientifiques, et sa propre identité professionnelle. Cette identité disciplinaire est soutenue par une « histoire disciplinaire » qui la légitime et dans laquelle Michelet est désigné comme « père » de la discipline. Surtout Gabriel Monod, le fondateur de la première revue scientifique de l'histoire en France, œuvre pour cela : il considère Michelet d'abord comme son maître à penser personnel et le met en avant ensuite comme le « père » de la discipline entière. Après Monod, son élève Lucien Febvre assume ce rôle de gardien de la mémoire de Michelet. Bien qu'il se dresse avec véhémence contre la génération avant lui et qu'il compte pour cela comme l'initiateur d'un nouveau paradigme, il reprend de Monod l'histoire disciplinaire et la figure du père qui en fait partie. De surcroît, Monod et Febvre prônent aussi tous les deux Michelet comme modèle moral et politique en temps de crise. Une des conclusions de cette thèse est que, pour cette raison, la distinction qu'on fait traditionnellement dans l'historiographie française entre trois courants ou écoles successifs – le courant romantique avec Michelet, le courant « positiviste » avec Monod et l'école des *Annales* de Febvre – doit être relativisée. Cela est d'abord le cas au niveau de la construction d'une identité disciplinaire, mais paraît ensuite aussi le cas dans le domaine de l'épistémologie.

Le deuxième volet de cette recherche concerne la mémoire culturelle collective de la nation. Pour étudier ce phénomène, on a utilisé un certain nombre de concepts développés récemment dans le champ de recherche interdisciplinaire de l'étude de la mémoire culturelle. La Troisième République mène une politique d'éducation de grande envergure qui vise à éduquer la population française en des citoyens nationaux et républicains. Pour la formulation

d'une idéologie nationale et républicaine à transmettre par l'enseignement, lors de commémorations et fêtes nationales et – avec des statues et des noms de rues – dans l'espace public, ce régime reprend en partie un répertoire de symboles nationaux qui s'est niché dans la mémoire collective depuis la Révolution française. En même temps, le régime canonise aussi Michelet comme l'auteur du grand récit historique national et républicain et l'historien national de la France. À Michelet également on a dédié des noms de rues, des statues et des commémorations.

Quelques grandes commémorations ont posé les grands jalons de cette canonisation publique et appropriation politique posthume de Michelet. La première est son enterrement au Père-Lachaise en 1876, auquel assistent plusieurs hommes politiques et journalistes républicains et une foule d'environ 20 000 intéressés. La commémoration suivante a lieu six ans plus tard à l'occasion de l'inauguration du tombeau de Michelet, dont les fonds sont financés par des centaines de souscripteurs particuliers et des dizaines de conseils municipaux. En 1898, enfin, le centenaire de la naissance de Michelet est célébré avec une commémoration nationale organisée la veille de la fête nationale annuelle du 14 juillet. Cette dernière commémoration, d'envergure exceptionnelle, doit être comprise à la lumière de l'affaire Dreyfus, qui déchire le pays. Par cette commémoration nationale, le régime espère mettre en exergue la stabilité, tandis qu'en même temps Michelet est ainsi identifié à ce régime de républicanisme modéré.

Après cette commémoration, plusieurs critiques du régime, aussi bien de la gauche que de la droite, vont rejeter Michelet. Ces critiques, et des changements dans la constellation politique et historiographique, contribuent à un affaiblissement de la canonicité publique de Michelet après 1898. Au lieu de grandes commémorations publiques, il n'y a, après 1898, plus que des colloques scientifiques de spécialistes de Michelet pour fêter ses anniversaires. En même temps, Michelet est au xx<sup>e</sup> siècle encore considéré comme un précurseur par des historiens des *Annales* et ensuite de la « nouvelle histoire », quoique les références à lui se limitent de plus en plus à quelques passages de son œuvre cités banalement. La réédition récente de 2008 montre que Michelet reste, malgré tout, un auteur canonique qui peut être rappelé à l'actualité si le contexte en est propice. En révélant les processus qui ont conduit à ce statut canonique de Michelet, cette thèse contribue à une meilleure compréhension des façons dont le passé national est vécu encore aujourd'hui dans la culture politique française.